

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

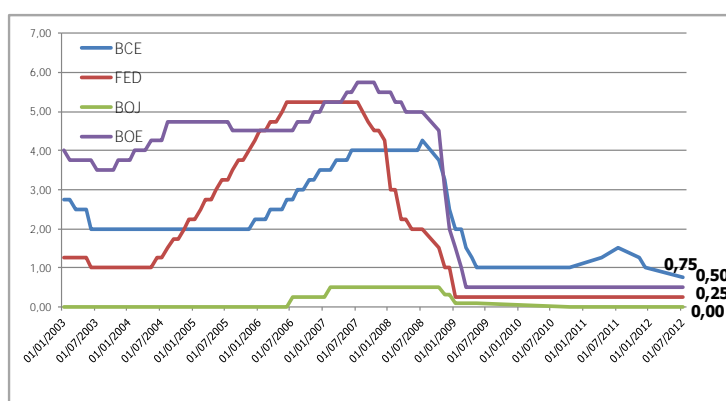
Lors de sa réunion du 8 novembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des augmentations de la fiscalité indirecte opérées dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % jusqu'à fin 2012. Ils devraient revenir par la suite en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine. (...). L'activité économique devrait demeurer faible dans la zone euro, mais elle continue d'être soutenue par l'orientation de notre politique monétaire et la confiance des marchés financiers s'est nettement améliorée à la suite de nos décisions concernant les opérations monétaires sur titres (OMT). Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans de larges parties des secteurs financier et non financier ainsi qu'une incertitude élevée continuent de peser sur les perspectives économiques ». Le Président de la BCE a annoncé l'introduction d'une deuxième série de billets en euros, la série « Europe » avec une mise en circulation, en mai 2013, de la coupure de 5 euros.

M. Draghi a également précisé que le Conseil des gouverneurs a pris note des conclusions du Conseil européen sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire qui ont été adoptées le 18 octobre 2012 et a salué les mesures en faveur d'un cadre financier intégré.

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 24 octobre 2012, son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed observe que l'économie a continué de croître à un rythme modéré et que l'inflation a récemment accéléré en raison de la hausse des prix de l'énergie. Au troisième trimestre 2012, le PIB américain a progressé de 2 % en rythme annualisé par rapport au deuxième trimestre.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 057 900 fin septembre 2012, soit une hausse de 1,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+46 900 personnes). Sur un an, il croît de 10,1 % (+11,3 % pour les hommes et +8,7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,5 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,6 % en septembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à août. Il était de 10,3 % en septembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,6 % en septembre 2012. Il était de 9,8 % en septembre 2011.

Inflation

Baisse des prix en France au mois de septembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,3 % en septembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,8 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,2 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,5 % en octobre 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à septembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et met en place un nouvel assouplissement quantitatif

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 30 octobre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé d'augmenter son programme d'achats d'actifs de 11 000 milliards de yens (106 milliards d'euros) pour le porter de 91 000 milliards de yens (877 milliards d'euros). Le programme de soutien aux prêts est désormais sans plafond. Dans une déclaration commune avec le gouvernement, la BoJ indique qu'elle veut « rendre les conditions de circulations de l'argent plus fluide pour les entreprises comme pour les ménages, mettre fin à la déflation et revenir sur la voie d'une croissance durable ». La Boj a également revu à la baisse ses prévisions de croissance à 1,5 % pour l'année budgétaire 2012 contre 2,2 % lors d'une précédente estimation et à 1,6 % pour 2013 contre 1,7 %. En septembre 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 4,1 % sur un mois et de 8,1 % sur un an, les prix à la consommation, hors énergie et alimentation ont baissé de 0,1 % sur un mois et de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,9 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, stable par rapport à août. En septembre 2012, les exportations ont reculé de 10,3 % sur un an et les importations ont crû de 4,1 %.

Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros.

Ralentissement relatif de la croissance en Chine

Au troisième trimestre 2012, le PIB chinois a progressé de 7,4 % sur un an. Sur les trois premiers de 2012, le PIB a crû de 7,7 % par rapport à la même période de 2011. Au mois de septembre 2012, la production industrielle a augmenté de 9,2 % en glissement annuel. L'indice de prix à la consommation a augmenté de 1,9 %. En septembre 2012, les exportations ont progressé de 9,9 % sur un an et les importations de 2,4 %.

L'excédent commercial s'élève 27,7 milliards de dollars.

Fin septembre 2012, les réserves de change de la Chine ont atteint 3 290 milliards de dollars, en hausse de 2,8 % sur un an.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Groupe d'action financière (GAFI)

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 17 au 19 octobre 2012, le GAFI a pris d'importantes mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant divers documents, notamment des actualisations des meilleures pratiques.

Ces différents documents ainsi que le rapport annuel 2011-2012 sont disponibles en téléchargement sur : www.fatf-gafi.org

Actualité bancaire

Supervision bancaire intégrée

Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, il a été convenu que le cadre législatif relatif au mécanisme de surveillance unique (MSU) devrait être adopté d'ici le 1^{er} janvier 2013 et que le MSU sera opérationnel dans le courant de l'année 2013. Il a été également convenu que le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée devra s'appuyer sur le cadre institutionnel et juridique de l'Union européenne et être caractérisé par l'ouverture et la transparence à l'égard des Etats membres qui n'adhèrent pas à l'euro, ainsi que le respect de l'intégrité du marché unique.

Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du pacte pour la croissance et pour l'emploi.

Crédit immobilier et prêt viager hypothécaire

Le décret n° 2012-1195 du 26 octobre 2012 portant extension des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et aux services financiers à distance dans ces collectivités et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 28 octobre 2012.

Regroupements de crédits

Le décret n° 2012-1159 du 17 octobre 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupement de crédits a été publié au JORF du 19 octobre 2012.

Banque publique d'investissement (BPI)

Le projet de loi relatif à la création de la BPI a été présenté en Conseil des ministres du 17 octobre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale pour être examiné selon la procédure accélérée. Le texte du projet de loi est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl0298.pdf>.

Outre-mer

Crédits de la mission Outre-mer et défiscalisation du logement social en Outre-mer

1 – L'Assemblée nationale a adopté le 7 novembre 2012 les crédits de la mission Outre-mer qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (+4,5 %) et 2 milliards d'euros en crédits de paiement (+5 %). Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, l'investissement public, la jeunesse et l'insertion professionnelle, l'emploi.

2 - La commission des finances du Sénat a adopté le rapport de contrôle budgétaire sur la défiscalisation du logement social en Outre-mer de MM. Georges Patient et Eric Doligé. Ce rapport dresse un premier bilan de ce dispositif spécifique, mis en place par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des Outre-mer. Il évalue son efficacité, son apport au financement du logement social, ses résultats en termes de logements construits et son coût pour les finances publiques.

Les rapporteurs constatent une augmentation significative des logements mis en chantier, qui tend à montrer que la réforme a atteint ses objectifs et émettent cinq propositions et recommandations :

- améliorer le fonctionnement de la procédure d'agrément,
- clarifier les règles de cumul de la ligne budgétaire unique et de l'aide fiscale,
- adapter l'offre de logement à la demande réelle,
- améliorer la connaissance de la demande de logement Outre-mer,
- mobiliser la ressource foncière.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-0481.pdf>.

2 – Actualité régionale

Inauguration de la BRED à Suva

Dans une démarche de diversification internationale, le groupe BRED, a inauguré sa 1^{ère} succursale à Fidji en octobre dernier, après ses implantations au Vanuatu, à Djibouti et au Laos. Située en plein centre ville dans la capitale Suva, cette filiale de la banque française marque une nouvelle étape dans le développement du secteur financier fidjien. Selon le Gouverneur de la banque centrale, cette nouvelle implantation témoigne de la confiance des investisseurs étrangers envers Fidji et introduit une concurrence sur le marché local jusqu'ici dominé par des établissements bancaires d'intérêts australiens et néo-zélandais (Westpac, ANZ). Parallèlement il est prévu l'ouverture de nouvelles succursales dans les prochains mois à Nandi, à Lautoka, etc. Le coût de l'investissement est estimé à près de 20 millions d'euros.

Record de fréquentation à Guam

Le Territoire américain de Guam a franchi le cap du million de visiteurs en octobre dernier. Ce niveau de fréquentation touristique est le plus important du Pacifique insulaire. La clientèle provient essentiellement du Japon, de la Corée et plus récemment de la Chine.

L'impact de la base militaire, véritable plateforme du Pacifique Nord-Ouest, est déterminante au regard des mouvements observés.

Les énergies renouvelables dans les îles du Pacifique

L'archipel de Tokelau vient d'achever fin octobre son projet 100 % solaire. Tokelau devient désormais le 1^{er} territoire à être alimenté à l'énergie solaire. Selon la ministre des affaires étrangères, Murray McCully, le financement de l'opération représente une enveloppe d'environ 600 millions d'euros, alors que la facture annuelle du diesel pour la production d'électricité est estimée à 660 000 euros.

Parallèlement, des enveloppes provenant d'un fonds japonais ont été accordées à hauteur de 4 millions de dollars US pour Palau, et 3 millions pour les îles Marshall afin de permettre la production d'eau potable à partir de l'eau de mer en utilisant des osmoseurs alimentés à l'énergie solaire.

3 – Brèves locales

La Reef Shipping à Wallis et Futuna

Reef Shipping est une compagnie internationale maritime basée en Nouvelle-Zélande qui assure le transport de fret depuis plus de 50 ans dans les îles du Pacifique. Le bateau armé par la compagnie est le REEF Nauru II ; il assure la livraison des marchandises sur différentes destinations dont Fidji, Tuvalu, Kiribati, les îles Marshall... en passant par Wallis-et-Futuna. Le REEF Nauru II est un porte container long de 100 mètres qui peut transporter jusqu'à 4600 tonnes de marchandises. Sa fréquence de rotation varie entre 3 et 4 semaines. La nouvelle voie maritime existe depuis le mois de septembre 2012, le prochain bateau est prévu pour fin novembre prochain.

Conférence maritime à Nouméa

Le début du mois de novembre a été marqué par la tenue d'une conférence maritime organisée à Nouméa en présence de M. Michel AYMERIC, Secrétaire Général de la Mer, autorité nationale rattachée au premier ministre, en charge de la coordination de l'action en mer.

Monsieur le Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire ainsi que le Sénateur assistaient à cette conférence.

Sur fond de transfert de compétences maritimes à la Nouvelle Calédonie différents sujets ont été abordés se rapportant aux grands enjeux maritimes et à la rédaction d'une feuille de route pour l'action de l'Etat en Mer, la gestion des zones économiques, la surveillance et la protection des zones maritimes ainsi que la sécurité.

L'inflation sur le Territoire

L'indice des prix à la consommation (l'IPC) calculé par le Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (STSEE), s'élève au 30 septembre 2012 à 114,40, soit une hausse trimestrielle de 1,3%. Sur un an, l'IPC croît de 5,3 %. Cette évolution des prix est tirée par les prix des produits alimentaires, avec une évolution trimestrielle de 2 %, suivie des prix des services qui affichent une augmentation de 1,5 % par rapport au deuxième trimestre.

Le Prix des hydrocarbures

Depuis le 1^{er} novembre, le prix du litre d'essence s'élève à 213 F CFP enregistrant une baisse de 1,4 % par rapport à sa dernière révision en octobre, et + 5,1 % en glissement annuel (arrêté n° 374-2012 du 29/10/2012). Dans le même temps, le prix de vente du gazole routier diminue de 5 F CFP à 201 F CFP le litre tandis qu'une hausse de 7,4 % des prix est observée sur les douze derniers mois. Le gazole vendu à EEFW s'établit à 165 F CFP contre 171 le mois dernier.

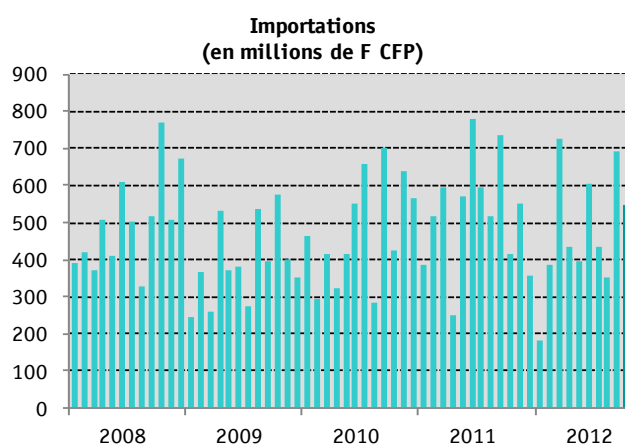
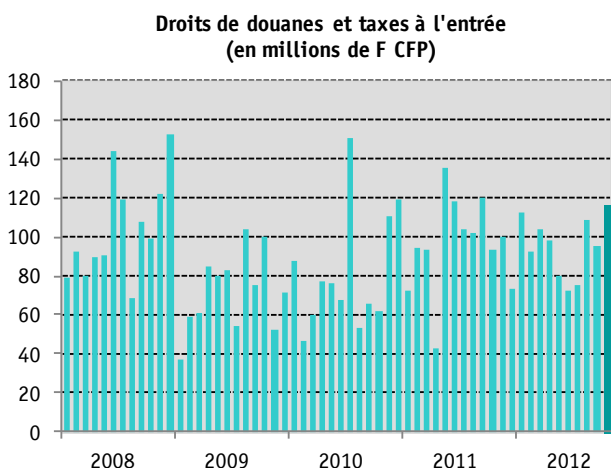
Publications

L'observatoire des tarifs bancaires-Octobre 2012 est téléchargeable sur le lien suivant : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/tarifs_bancaires_com_du_pacifique_10_2012.pdf.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 12	114,40	-	5,4%
SMIG mensuel en XPF			nov-12	86 109	-	4,7%
Nombre d'emplois salariés			juin-12	2 036	-	-0,9%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	oct-12	545	-21,1%	31,5%	
	cumulées	oct-12	4 750	-	-11,3%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-12	116	22,2%	24,3%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	oct-12	955	-	-2,1%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	oct-12	382	-	11,2%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an	
Energie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-12	1 426	-9,8%	-10,4%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	695	25,0%	8,1%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	171	24,7%	3,0%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-12	2 734	-7,7%	9,4%	
	cumulé	oct-12	24 191	-	1,3%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-12	1 407	1,6%	31,1%	
	cumulé	oct-12	11 547	-	2,6%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-12	5	25,0%	25,0%	
	cumulées	oct-12	32	-	6,7%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-12	21	61,5%	320,0%	

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

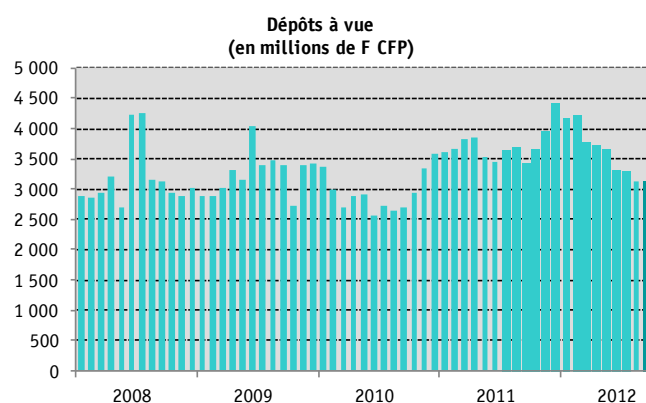
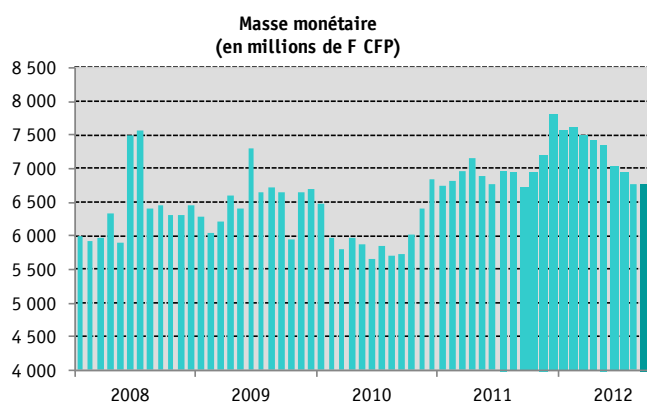


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse des dépôts à vue sur l'année

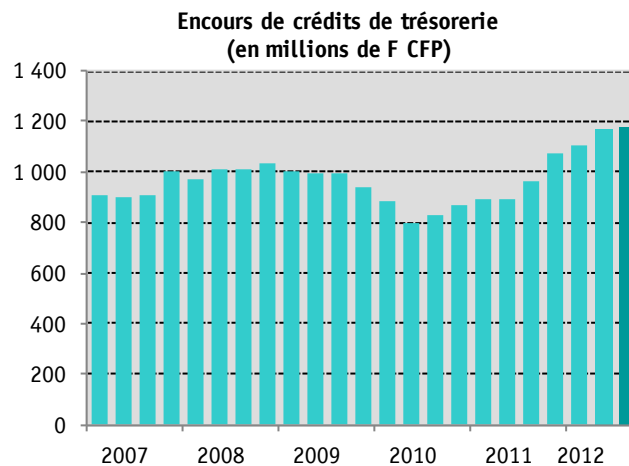
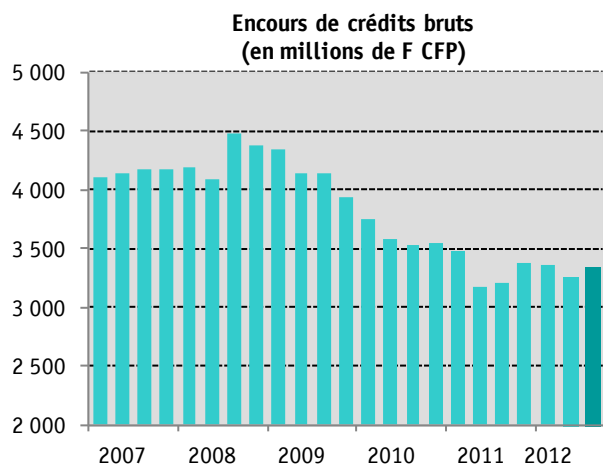
en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 103	2 158	2 151	-0,3%	2,3%
Dépôts à vue	3 419	3 129	3 132	0,1%	-8,4%
Total M1	5 522	5 288	5 284	-0,1%	-4,3%
M2-M1	569	492	499	1,4%	-12,3%
Total M3	6 719	6 764	6 767	0,0%	0,7%



Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

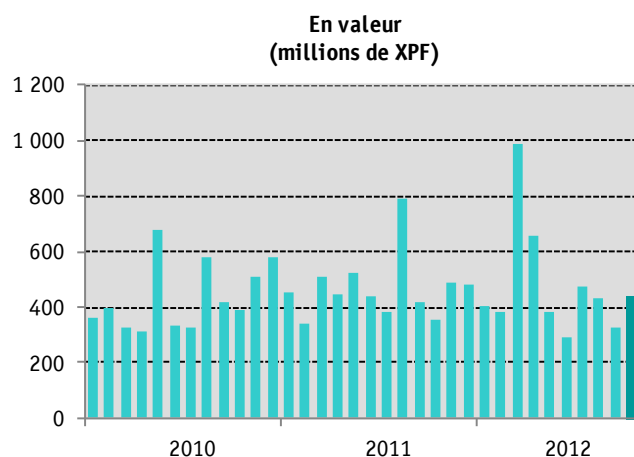
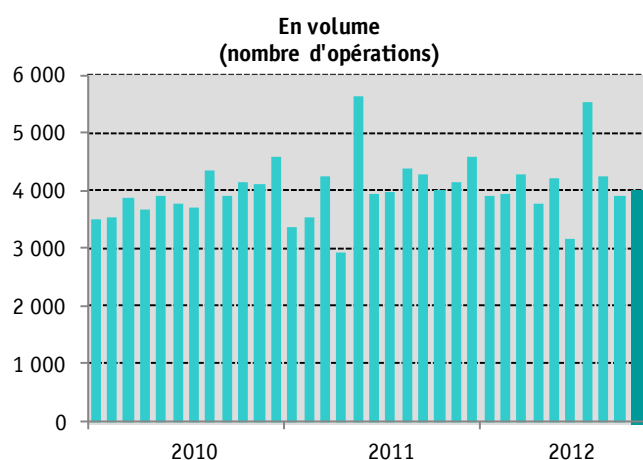
en millions de F CFP	sept-10	sept-11	sept-12	▲/an
Crédits de trésorerie	826	961	1 173	22,1%
Crédits à l'équipement	1 325	1 097	969	-11,7%
Crédits à l'habitat	374	366	531	45,0%
Autres crédits	230	197	172	-12,4%
Total encours sain	2 754	2 621	2 846	8,6%
Créances douteuses brutes	777	592	493	-16,7%
Total encours brut	3 531	3 214	3 339	3,9%



Compensation

Augmentation soutenue des opérations de compensation

	oct-11	sept-12	oct-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 995	3 918	4 022	41 029	2,7%	0,7%
Compensation (en millions de CFP)	356	326	436	4 771	33,8%	22,6%



Incidents bancaires

Hausse des incidents de paiement par chèque

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	121	47	95	900	102,1%	-21%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	10	-	-

Interdits bancaires

Diminution du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	417	417	402	-3,6%	-3,6%
- dont personnes physiques	408	406	392	-3,4%	-3,9%
- dont personnes morales	9	11	10	-9,1%	11,1%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes valides

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	25	37	43	16,2%	72,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	6	10	12	20,0%	100,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	5,4%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	9	10	11,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	788	527	-33,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	96	20	-78,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	68	47	-30,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 055	2 036	-0,9%
dont secteur privé	juin	837	807	-3,6%
dont secteur public	juin	1 205	1 229	2,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	octobre	486	510	4,7%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	408	392	-3,9%
décision retrait cartes bancaires	octobre	9	10	11,1%
incidents paiements sur chèques	octobre	1 091	900	-17,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 427	1 280	-10,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	775	690	-11,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	255	287	12,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	64	94	46,9%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	octobre	5 356	4 750	-11,3%
exportations	octobre	-	-	-
recettes douanières	octobre	1 330	1 350	1,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	octobre	976	955	-2,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	octobre	343	382	11,2%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	septembre	3 419	3 132	-8,4%
M1	septembre	5 522	5 284	-4,3%
M2	septembre	6 091	5 783	-5,1%
Dépôts à terme	septembre	628	984	56,8%
M3	septembre	6 719	6 767	0,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
septembre		3 214	3 339	3,9%
Ménages	septembre	1 298	1 589	22,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	977	1 189	21,7%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	321	401	24,9%
Entreprises	septembre	955	939	-1,7%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	66	34	-48,6%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	808	713	-11,7%
Collectivités locales	septembre	289	256	-11,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	80	63	-21,6%
créances douteuses brutes	septembre	592	493	-16,7%
taux de créances douteuses	septembre	18,4%	14,8%	-3,7 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 913	2 942	1,0%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	947	978	3,2%
Sociétés	septembre	1 480	1 293	-12,7%
Autres agents	septembre	3 822	2 170	-43,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

7- Les taux

AGENCE DE
MATA'UTU

La Lettre de l'Institut d'émission

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,0880%	0,0950%	- 0,007 pt	0,8170%	- 0,729 pt
EURIBOR 1 mois	0,1100%	0,1150%	- 0,005 pt	0,7820%	- 0,672 pt
EURIBOR 3 mois	0,1980%	0,2210%	- 0,023 pt	1,0060%	- 0,808 pt
EURIBOR 6 mois	0,3910%	0,4420%	- 0,051 pt	1,2270%	- 0,836 pt
EURIBOR 12 mois	0,6210%	0,6900%	- 0,069 pt	1,5070%	- 0,886 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2012	0,71%	08/02/2012
année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,0909%	0,1003%	- 0,009 pt	0,4902%	- 0,402 pt
EURIBOR 1 mois	0,1110%	0,1190%	- 0,008 pt	0,8110%	- 0,700 pt
EURIBOR 3 mois	0,2080%	0,2470%	- 0,039 pt	1,0220%	- 0,814 pt
EURIBOR 6 mois	0,4110%	0,4850%	- 0,074 pt	1,2510%	- 0,840 pt
EURIBOR 12 mois	0,6500%	0,7410%	- 0,091 pt	1,5260%	- 0,876 pt
TMO	2,4300%	2,5100%	- 0,080 pt	3,5900%	- 1,160 pt
TME	2,2300%	2,3100%	- 0,080 pt	3,3900%	- 1,160 pt
TRBOSP	2,4500%	2,4800%	- 0,030 pt	3,6500%	- 1,200 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011
taux JJ	0,085%	0,100%	0,110%	0,096%	0,100%	0,035%	0,525%	0,575%	0,555%
3 mois	0,400%	0,525%	0,680%	0,189%	0,192%	0,140%	0,740%	0,905%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,730%	1,640%	1,870%	0,770%	0,790%	0,980%	1,830%	1,720%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	13,11%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,20%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,8431	1 NZD/XPF	75,4786	1 HKD/XPF	11,8506	1 GBP/XPF	147,9625	
100 JPY/XPF	114,9853	1 AUD/XPF	95,2520	1 SGD/XPF	75,2739	100 VUV/XPF	98,1539	1 FJD/XPF	51,6588